

**Consultation publique**  
**Principes relatifs à l'acheminement du gaz pour les centrales de production**  
**d'électricité raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel**

**Contribution de l'UNIDEN**

L'UNIDEN a plusieurs fois alerté les autorités compétentes sur les conséquences d'une prolifération de cycles combinés au gaz en France, tant sur un plan financier qu'en matière de sécurité d'approvisionnement. La dernière communication officielle de l'UNIDEN sur ce sujet s'est faite dans le cadre de l'élaboration des nouveaux PPI électricité et PIP gaz le 12 janvier 2009 (voir pièce jointe). Le marché court-terme a encouragé le développement effréné de projet de cycles combinés au gaz, dégradant d'une part notre indépendance vis-à-vis d'une énergie primaire que nous importons en totalité, et d'autre part notre compétitivité gaz du fait des surcoûts induits sur le réseau de transport de gaz.

La question de la pertinence des plans d'investissements pluriannuels peut être légitimement posée lorsque le GRT affirme dans sa note que « le temps nécessaire à la construction des centrales est plus court que celui requis pour effectuer les renforcements du réseau principal. Cette situation conduit à court terme à un risque de congestion, notamment dans le contexte actuel d'accroissement rapide du nombre de centrales ». Doit-on en déduire que la sécurité d'approvisionnement des consommateurs est remise en cause ? Il est regrettable que ces éléments n'aient pas été intégrés plus en amont dans la stratégie énergétique globale de la France.

Il est sans doute également utile de souligner les autres effets collatéraux indésirables supportés par les clients industriels qui résultent de cette réorientation récente vers les outils de production d'électricité à base de gaz naturel :

- Remise en cause des conditions de pression sur le réseau de transport du gaz, pouvant conduire à la souscription imposée par le GRT de clauses de garantie supplémentaire de pression, parfois très coûteuses pour simplement permettre au site industriel de continuer à fonctionner dans les mêmes conditions.
- Diminution de l'enveloppe de capacités de stockage disponibles pour les consommateurs industriels qui, rappelons-le, est déjà réduite à la portion congrue, avec notamment un système de droits négatifs. C'est ainsi que le dernier Arrêté stockage a conduit au doublement des coefficients négatifs attribués aux profils peu modulés, de façon à dégager de nouveaux droits de stockage pour les CCGT. Cette situation va dégrader encore un peu plus la compétitivité des achats de gaz des membres de l'UNIDEN.

Enfin, à l'heure où les premières unités sont sur le point de démarrer, l'objectif de l'UNIDEN est avant tout de s'assurer que les coûts induits seront correctement affectés.

**Q1 Pensez-vous que l'analyse technique de GRTgaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?**

Les membres de l'UNIDEN n'ont ni la compétence technique, ni un accès suffisant aux informations pour se prononcer sur ce sujet. C'est aux GRT qu'il incombe d'effectuer les études permettant de déterminer si des modifications sont nécessaires et au régulateur de contrôler le travail des GRT.

Néanmoins, sur la base des éléments décrits par GRTgaz à partir des informations transmises par les futurs producteurs, il est difficile d'imaginer que le mode de fonctionnement envisagé pourrait rester sans conséquence sur le fonctionnement du réseau de gaz en France. En effet, avec une modulation intra-journalière en hausse de 125% en volume et de 1400% en amplitude, les impacts sont réels, sauf à dire qu'il existerait aujourd'hui un surdimensionnement très important du réseau, qui aurait été financé jusqu'alors par les consommateurs à leur insu.

On peut toutefois s'interroger sur la crédibilité des modes de fonctionnement envisagés par les producteurs. Est-il bien réaliste de produire 8 heures par jour, alors que la PPI électricité de 2006 décrivait les CCGT comme des moyens de production de « semi-base » qui remplaceraient progressivement les outils à flamme existants devenus obsolètes ? Il semble indispensable de confronter un tel modèle où les cycles combinés fonctionneraient en mode « ultra-pointe », à la réalité industrielle d'une part, et au modèle de marché d'autre part. A cet effet, il serait utile de regarder ce qui se fait dans les autres pays de l'Union Européenne.

Sur un plan industriel, les caractéristiques techniques des équipements permettent-elles aux CCGT de fonctionner durablement en ultra-pointe ? Concernant le modèle de marché, ce type de fonctionnement ne pourrait se justifier que par des arbitrages intra-journaliers qui n'ont de sens que si les marchés de l'électricité et du gaz ne fonctionnent pas de manière homogène (avec un prix journalier pour le gaz et des prix horaires pour l'électricité). Si les marchés du gaz et de l'électricité étaient alignés, ce fonctionnement serait probablement remis en cause.

En conclusion, l'UNIDEN considère que les discussions de fond sur le mode de fonctionnement des CCGT n'ont pas encore eu lieu dans le cadre de la concertation. Néanmoins, si le fonctionnement en ultra-pointe et les besoins de modulation correspondants étaient confirmés, les impacts sur le fonctionnement du réseau de gaz seraient effectivement très conséquents, sauf à considérer que le réseau actuel est largement surdimensionné.

## **Q2 Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibre journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?**

Tout comme la CRE, l'UNIDEN est très attachée à l'équilibre journalier. En effet, le coût de l'équilibre est déjà identifié aujourd'hui comme une barrière importante à l'entrée de fournisseurs de petite taille. Passer à un équilibre horaire ne ferait qu'aggraver une situation déjà très préoccupante.

Dans le cadre de l'harmonisation indispensable des règles opérationnelles au niveau européen, l'UNIDEN défend, au travers de l'IFIEC Europe et avec le support de l'ERGEG, le principe de l'équilibre journalier sur l'ensemble des réseaux européens. L'harmonisation ne doit pas conduire à adopter systématiquement le modèle le plus mauvais. Au contraire, il faut conduire tous les GRT à évoluer de l'équilibre horaire vers l'équilibre journalier, en favorisant leur accès aux sources de flexibilité.

Enfin, passer à un équilibre horaire n'aurait aucun sens pour les CCGT elles-mêmes. En effet, la déclinaison du prix du gaz en prix horaires conduirait très probablement les CCGT vers un mode de fonctionnement plus continu, en limitant les opportunités d'arbitrages intra-journaliers offertes par l'asymétrie actuelle des marchés du gaz et de l'électricité. Il est donc préférable de construire une offre de flexibilité spécifiquement dédiée aux CCGT, sans modifier les règles d'équilibre.

**Q3 Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?**

Etant donné leur impact sur le fonctionnement du réseau, il est effectivement indispensable que les producteurs fournissent leur profil de consommation horaire, la veille pour le lendemain, au GRT afin que celui-ci ajuste au mieux ses sources de flexibilité au besoin prévisionnel.

**Q4 Quelle est votre analyse de la proposition de GRTgaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?**

Pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, l'UNIDEN considère qu'il faut à tout prix éviter toute évolution vers un équilibrage horaire.

Si les besoins considérables de modulation intra-journalière décrits par GRTgaz sont confirmés, l'UNIDEN recommande le modèle dans lequel les GRT développent des offres de flexibilité spécifiques pour les CCGT. Ce modèle est décrit à la question suivante.

**Q5 Quelle est votre analyse du modèle « fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?**

L'UNIDEN est favorable à la mise en place de contrats de fourniture de flexibilité intra-journalière par les GRT, spécifiquement conçus pour les CCGT.

Plusieurs offres pourraient être développées, chacune d'entre elle correspondant à un profil journalier standard différent. Les surcoûts supportés par GRTgaz pour fournir la flexibilité intra-journalière nécessaire au fonctionnement des CCGT seraient couverts par ces offres spécifiques.

Les producteurs seraient donc obligés de souscrire une de ces offres, en fonction de leur profil. Le profil serait vérifié a posteriori, et des mécanismes existeraient pour compenser les écarts éventuels par rapport au profil standard.

**Q6 Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?**

L'UNIDEN s'étonne de l'absence de concertation entre les producteurs et les GRT pour optimiser l'implantation des futures centrales électriques. On pourrait effectivement imaginer un mécanisme qui inciterait les développeurs de projets à implanter correctement leurs unités en fonction des contraintes du réseau de gaz, et qui pénaliserait ceux qui ne tiennent pas compte de cet élément capital pour le bon fonctionnement du système dans son ensemble.

En revanche, il n'est pas souhaitable de traiter les centrales différemment en fonction de l'avancement des projets pour éviter de pénaliser les nouveaux entrants.

**Q7 Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez-vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?**

D'après la note de GRTgaz, les principaux consommateurs de flexibilité intra-journalière sont les CCGT. Viennent loin derrière les usages résidentiels et tertiaires. Les consommations industrielles sont quant à elles « globalement constantes au cours de la journée ». En conséquence, l'équilibrage horaire doit s'appliquer aux CCGT seules.

Par ailleurs, le système était équilibré physiquement et financièrement avant la mise en service des CCGT. En conséquence, imposer un équilibrage horaire aux consommateurs existants, qu'ils soient industriels ou domestiques, reviendrait à générer artificiellement des revenus supplémentaires pour les GRT.

Enfin, la mise en œuvre pratique, notamment en matière de chaîne de mesure et de sa fiabilité, serait complètement utopique, du moins à court ou moyen terme.

Pour toutes ces raisons, si un équilibrage horaire devait être mis en place, ce que l'UNIDEN regretterait vivement (voir questions 2 et 4), il ne pourrait être imposé qu'aux CCGT seules.

**Q8 Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?**

L'UNIDEN partage l'inquiétude de la CRE devant l'imminence des mises en service de nouvelles centrales au gaz et l'incertitude qu'il existe encore à ce jour sur l'évolution des règles d'acheminement.

L'UNIDEN recommande, dans un premier temps, de faire valider par le groupe de concertation les modes de fonctionnement envisagés par les futurs producteurs.

Si ces besoins supplémentaires de flexibilité intra-journalière étaient confirmés, l'UNIDEN recommande à la CRE le modèle où les GRT offriraient aux exploitants de CCGT des offres de flexibilité spécialement conçues pour eux, en fonction de leur profil de fonctionnement (sur la base de quelques profils standards à définir par le groupe de concertation). Ces offres couvriraient les coûts supplémentaires induits et seraient obligatoires.

**Q9 Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?**

Pièce jointe : PIP Gaz – Position de l'UNIDEN, 12 janvier 2009